

Questions orales

Ces gens personnifient la détermination, la classe et le charisme. Chose plus importante, c'est grâce à eux que nous avons eu du plaisir à être jeunes. Pour tout cela, je remercie ces hommes.

QUESTIONS ORALES

• (1415)

[Français]

INDUSTRIE CANADA

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition, BQ): Monsieur le Président, nous savons maintenant ce qu'il faut faire pour se faire applaudir en cette Chambre par tout le monde, il faut jouer au hockey.

Dans son document secret, préparé à l'usage de Opération unité, le ministère fédéral de l'Industrie a dressé un fichier d'entreprises québécoises indiquant les subventions reçues d'Ottawa ainsi que celles à venir. Bien sûr, tout cela pour un seul but, inciter les dirigeants d'affaires à se prononcer pour le non. Par un curieux hasard, on apprend que les dirigeants de l'une des entreprises ciblées par Industrie Canada, à savoir la compagnie Spar Aerospace, a incité hier les employés de son usine de Sainte-Anne-de-Bellevue à voter non.

Ma question s'adresse au premier ministre. Comment peut-il continuer de prétendre que le document secret d'Industrie Canada est un rapport économique ordinaire, alors qu'en réalité, on y catalogue les opinions politiques de hauts dirigeants d'affaires?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement canadien a comme tâche de s'assurer qu'il y a des créations d'emplois au Canada et que les emplois sont maintenus. C'est notre tâche. Il est très important pour nous, la classe politique, de savoir ce que nous faisons pour les entreprises au Québec, parce que ce qui est important, c'est de maintenir ces salaires et ces emplois au Québec.

J'ai été ministre de l'Industrie et du Commerce, il y a plusieurs années. Au moment où Canadair fermait, par exemple, ce qui aurait eu des conséquences néfastes pour Spar Industries, nous avons sauvé Canadair. Alors que General Dynamics quittait le Canada, en tant que ministre de l'Industrie, nous avons pris la relève et aujourd'hui, Canadair est la meilleure entreprise qui soit au Québec. Et Canadair achète des services de la société Spar. Nous voulons que ces emplois soient maintenus. C'est très important.

D'ailleurs, les travailleurs eux-mêmes l'ont reconnu, parce que lorsque j'ai quitté la politique, les membres du syndicat des employés de Canadair m'ont demandé d'agir pour eux et ils m'ont dit: «Vous avez conscience de nos besoins. Lorsque nous avions besoin de vous, vous étiez là. Vous allez continuer à travailler pour nous.» Ma préoccupation, c'est le salaire des travailleurs. Ma préoccupation, ce sont les emplois de haute technologie au Québec. Ma préoccupation, c'est d'assurer que les marchés continueront à être disponibles, non seulement au Canada, mais dans le monde entier, pour le progrès économique

et social des citoyens du Québec et de la région de Montréal en particulier.

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition, BQ): Monsieur le Président, je cherche encore le lien qu'il y a, pour un gouvernement, entre la création d'emplois et la recherche des opinions politiques des dirigeants d'entreprises. Quand on sait que dans le document que nous rendons public aujourd'hui, il y a une analyse, une supputation des chances qu'on a d'influencer les membres de la famille Kruger. C'est un peu fort, et ça n'a aucun lien avec l'emploi, cela.

Dans le même document secret d'Industrie Canada, on peut lire, et je cite:

[Traduction]

«La menace de retirer l'aide à des industries de calibre international comme Pratt et Whitney, Spar Aérospatiale et Marconi Canada pourrait amener des réactions et un soutien pour la cause fédéraliste.»

[Français]

Comment le chef du gouvernement peut-il continuer de nier qu'Opération unité se livre à un véritable chantage auprès d'entreprises comme Spar en faveur du non, sous la menace de couper les subventions fédérales dans le domaine de la recherche et du développement?

[Traduction]

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est le devoir du gouvernement de s'assurer que tout le monde comprend de quoi il retourne. La réalité, c'est que ce parti cherche à détruire le Canada. On ne disloque pas un pays si facilement où que ce soit dans le monde.

• (1420)

Notre préoccupation est très simple. Nous voulons garder le Canada uni. Nous pouvons avoir des industries au Québec, en Ontario et ailleurs au Canada capables d'affronter la concurrence dans le monde entier. C'est notre devoir de le dire aux Québécois parce que, s'ils votent oui et que le gouvernement est séparatiste, on ne peut pas être sûr d'avoir le même genre d'activités au Québec.

Les dirigeants syndicaux peuvent s'exprimer, mais les propriétaires d'entreprises ne savent pas de quoi ils parlent.

[Français]

Que veut M. Beaudoin? Il veut maintenir le niveau d'emploi des citoyens du Québec avec Bombardier au Québec. C'est ça, sa préoccupation. Il l'a fait dans l'intérêt d'abord des salaires, des travailleurs et des actionnaires, et c'est son devoir de le faire.

Nous, si on peut aider les gens à dire aux travailleurs du Québec qu'ils prennent un risque en votant oui, c'est notre devoir de leur dire que, pour leur bien et celui de leur famille, ils doivent voter pour rester dans le meilleur pays au monde, le Canada.

[Traduction]

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition, BQ): Monsieur le Président, le premier devoir de tout gouvernement, fédéral ou autre, est de respecter la démocratie et de laisser aux citoyens leur liberté d'opinion.